



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 30 avril 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 11/04/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**D&L ENROMAT**

CHAUVON  
49220 Thorigné-D'anjou

**Références :** 2025-203\_INSP\_RAP\_AS\_D&L ENROMAT (Malitourne)-Thorigné  
**Code AIOT :** 0006305414

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2025 dans l'établissement D&L ENROMAT implanté Carrière de Malitourne 49220 Thorigné-d'Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- D&L ENROMAT
- Carrière de Malitourne 49220 Thorigné-d'Anjou
- Code AIOT : 0006305414
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de "La Malitourne" et plate-forme de valorisation de mâchefers exploitées par le Groupe DURAND à Thorigné d'Anjou

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------|---|--|-----------------------|
| 1  | Situation administrative             | Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 1.2.1 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 2  | Situation administrative             | Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 1.2.1 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 4  | Emissions sonores                    | Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 3.5.4 | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 5  | Surveillance des eaux superficielles | Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 3.2.3 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 6  | Installations électriques            | Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.3.4 | Demande d'action corrective  | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|-------------------------|--|-------------------|
| 3  | Emissions de poussières | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'est, en l'état de la configuration actuelle de l'établissement, pas favorable au partage de l'accès et des voies de circulation de la plate-forme de valorisation des mâchefers du Groupe DURAND avec un tiers. Si l'exploitant souhaite voir poursuivre l'instruction de ce projet, il lui appartient de procéder à un examen approfondi des possibilités existantes et de proposer une solution sécurisée. Il sera alors nécessaire d'accompagner le projet d'une demande au préfet.

Les points de suivi de la visite précédente appellent des ajustements des conditions d'exploitation de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 1.2.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Projet d'implantation d'activités nouvelles  |
| <b>Prescription contrôlée</b> – Compatibilité de l'exploitation d'un projet industriel avec celle d'installations classées existantes du Groupe DURAND.  |
| <b>Constats</b> – Par courriel du 10/04/2025, la société Luc DURAND indique être sollicitée par la société ELIVIA qui recherche des lieux de stockage pour des capacités de lixiviats produits par sa station de méthanisation du Lion d'Angers dans l'attente des périodes favorables à l'épandage. Les besoins portent sur 3 citernes souples d'une capacité totale de 6 000 m <sup>3</sup> nécessitant une surface occupée de 6 000 m <sup>2</sup> .<br><br>Cette implantation est envisagée sur les parcelles 765p et 127p du plan cadastral de Thorigné-d'Anjou, en bordure Sud de la RD 770 qui relie les communes du Lion d'Angers et de Thorigné d'Anjou. Ce terrain, actuellement une réserve foncière du Groupe DURAND, se situe dans le prolongement vers l'Est de la plate-forme de valorisation des mâchefers et au Nord de la carrière de « La Malitourne » et de la centrale d'enrobage, trois installations classées exploitées par le Groupe DURAND.<br><br>Le terrain envisagé est en dehors de l'emprise de leurs périmètres respectifs mais ne dispose pas d'un accès direct à la voie routière.<br><br>La solution privilégiée par ELIVIA, en raison de sa simplicité technique (d'où la sollicitation), est de faire circuler les véhicules d'apport et de retrait des digestats (camions et tracteurs) à l'intérieur du périmètre de la plate-forme de valorisation des mâchefers qui accueille déjà le trafic généré par la carrière et la centrale d'enrobage.<br><br>Ainsi, l'implantation d'ELIVIA impliquerait la coexistence des flux de circulation des camions et des engins de chantiers des entreprises du Groupe DURAND (la plate-forme de valorisation des mâchefers, la centrale d'enrobage et la carrière de « La Malitourne ») avec ceux d'ELIVIA, estimés à 4 camions/jour réguliers (8 passages) pendant l'année auxquels s'ajoutent 12 rotations journalières de tracteur d'épandage en saison (24 passages).<br><br>La prise en compte de la sollicitation d'ELIVIA occasionnerait une augmentation sensible du trafic à l'intérieur de l'installation classée. En séance, l'inspection a rappelé que les règles de circulation imposées aux installations classées recherchent la réduction des risques d'accidents alors que leur usage partagé (accès et voie de circulation) est de nature, du fait de la densification du trafic et l'emprunt des voies par plusieurs raisons sociales, à avoir un effet inverse. Elle a donc signifié aux deux exploitants la nécessité de rechercher une solution sécurisée qui sépare les flux de circulation des 2 entreprises. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b> – Les échanges intervenus au cours de cette visite de la plate-forme de valorisation des mâchefers en présence des représentants des sociétés DURAND et ELIVIA, laissent apparaître un projet pas encore mature vis-à-vis duquel d'autres options peuvent exister et être préalablement étudiées avant d'envisager le partage des voies internes de cette installation classée avec des intervenants extérieurs.  |

Si elle souhaite poursuivre la possibilité de faire émerger ce projet de partage des voies et des accès à la plate-forme de valorisation des mâchefers, il appartient à la société D&L ENROMAT de présenter un porter à connaissance (PAC) du préfet qui statuera.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'information à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Situation administrative

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Classement de l'établissement

**Prescription contrôlée** – Les activités autorisées relèvent des rubriques suivantes [...]

**Retour sur la visite du 17/11/20 (réponse reçue le 08/02/21)** – A la suite de plusieurs modifications de la nomenclature des installations classées, l'inspection a demandé à l'exploitant de réexaminer sa situation administrative (classement).

**Constats** – L'exploitant a transmis les éléments relatifs à la mise à jour de son classement laissant apparaître que les activités restent en nature celles autorisées par son arrêté du 10/08/2012. Par contre, leurs caractéristiques nécessitent d'être mises à jour :

- la **rubrique 2510**, relative à l'exploitation de la carrière, conserve son régime d'autorisation ;
- la **rubrique 2515**, relative aux traitements des matériaux par broyage, concassage..., malgré le maintien de sa puissance installée, passe du régime de l'autorisation à celui de l'enregistrement en raison de modifications de seuils, apportées par le législateur ;
- la **rubrique 2517**, relative à la station de transit de minéraux, reste sous le régime de la déclaration. Cette activité, jamais mise à jour depuis l'autorisation de 2012, a connu une évolution réglementaire faisant évoluer son critère de classement d'un volume entreposé à une surface occupée.

Ainsi, **l'inspection a transmis à l'exploitant un donner acte mettant à jour le classement du site au seul regard des évolutions de la nomenclature des installations classées.**

En séance, l'exploitant a indiqué envisager, à moyen terme, la possibilité d'une extension de la plate-forme de transit des minéraux et a questionné l'inspection sur la nature de la procédure à appliquer et ses conséquences éventuelles en termes d'exploitation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – Pour ce qui est de l'augmentation de la capacité de la plate-forme de transit, s'agissant d'une évolution d'un stockage de minéraux inertes sur le carreau de la carrière, la modification apparaît notable mais non substantielle malgré le changement de régime qui la classera désormais en enregistrement. Cette évolution appelle toutefois une mise à jour de l'arrêté d'autorisation qui pourra être prise sur la base d'un porter à connaissance (PAC) adressé au préfet. Ce dossier devra procéder au récolement des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/11/12, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 [...], y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 2516 ou 2517.

Considérant les évolutions des activités du Groupe DURAND présentes sur les terrains au Sud de la RD 770, l'inspection demande que ce PAC au préfet soit accompagné d'un réexamen de leurs situations administratives respectives et de leurs conditions d'exploitation dans le but d'en proposer la mise à jour.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'information à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Emissions de poussières

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des émissions de poussières  |
| <b>Prescription contrôlée</b> – Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté [...]   |
| <b>Retour sur la visite du 17/11/20 (réponse reçue le 08/02/21)</b> – Les rapports des mesures de retombées de poussières de 2019 et 2020 dans l'environnement indiquent que les mesures ont été réalisées au moyen de plaquettes sur une période d'environ 15 jours [...] et sont conformes à l'art. 19.7 de l'arrêté ministériel visé, une justification demandée par l'inspection. |
| <b>Constats</b> – Dans sa réponse, l'exploitant a rappelé qu'avec une production moyenne de 100 000 t/an, sa carrière échappe à l'obligation réglementaire de procéder à une surveillance par jauges OWEN, qui ne s'applique à partir d'une production de 150 000 t/an. Toutefois, il a indiqué avoir programmé des mesures par jauges dès le mois d'avril 2021.                      |
| En séance, l'exploitant a remis 2 rapports de mesures de retombées de poussières réalisées en septembre/octobre 2022 (TECHNILAB TMJ 65-491) et en juillet/août 2024 (TECHNILAB TMJ 65-493) qui font état de 7 points de prélèvements dont un témoin, positionnés dans une zone de 1 500 m autour de la carrière.  |
| Les résultats de mesures laissent apparaître des résultats satisfaisants, largement inférieurs à la limite prescrite des 500 mg/m <sup>2</sup> /j.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

### N° 4 : Emissions sonores

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 3.5.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des émissions sonores   |
| <b>Prescription contrôlée</b> – L'exploitant fait réaliser [...] puis tous 3 ans des mesures des niveaux d'émissions sonores et des émergences [...]   |
| <b>Retour sur la visite du 17/11/20 (réponse reçue le 08/02/21)</b> – Le rapport des mesures des émissions sonores remis en séance laisse apparaître une émergence de 10,5 dB(A) au niveau de la ZER 5 (« Malitourne ») supérieure à la valeur limite de 5 dB (A), admissible.   |
| <b>Constats</b> – Dans sa réponse à l'inspection, l'exploitant indiquait avoir programmé une campagne de mesures de bruits sur l'année 2021 afin de vérifier la mise en œuvre des actions correctives prises.  |
| En séance, l'exploitant a remis 3 rapports de mesures des émissions sonores réalisées en septembre 2022 (TECHNILAB TMA 65-499 env), 2023 (TECHNILAB TMA 65-4910 env) et en 2024 (TECHNILAB TMA 65-4912 env) qui font état de 6 points de mesures dans les zones à émergences réglementées (ZER) situées autour de la carrière. |
| Au cours de la campagne 2022, l'exploitant relève un écart au niveau d'une ZER très proche, L'Aubinière avec un dépassement de l'émergence de + 1 dB(A) de la valeur maximale admise.  |
| Au cours de la campagne 2023, l'exploitant relève un écart au niveau de 3 ZER très proches avec des résultats de + 10,5 dB(A) pour L'Aubinière, + 2 dB(A) pour La Chaussépierre et + 2,5 dB(A) pour Chauvron au-delà de la valeur maximale admise de 5 ou 6 dB(A) selon le niveau du résiduel mesuré.                          |
| Au cours de la campagne 2024, l'exploitant relève un écart au niveau de 3 ZER très proches avec des résultats de + 8 dB(A) pour L'Aubinière, + 2 dB(A) pour La Chaussépierre et + 2,5 dB(A) pour La Malitourne au-delà de la valeur maximale admise de 5 ou 6 dB(A) selon le niveau du résiduel mesuré.                        |
| A la suite de chacune de ces campagnes de mesures, aucun plan de gestion des écarts n'est proposé.   |
| <b>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les relevés de non-conformités</b>  |

mis en évidence par la surveillance réglementaire de l'établissement ne peuvent pas rester sans explication ni intervention de sa part.

Pour rappel, cette situation est contraire aux engagements pris à la suite de l'inspection de 2020.

En outre, attendre l'échéance réglementaire suivante pour reconduire le même constat avec une situation qui se tend à se dégrader n'est pas acceptable.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – Concernant la gestion des résultats de la surveillance environnementale, en cas de dépassements des valeurs prescrites, il est attendu que l'exploitant identifie l'origine du désordre, prenne les mesures nécessaires à sa résorption et procède à un nouveau contrôle qui atteste du retour à une situation satisfaisante. Pour les cas qui appelleraient des études, campagnes de recherches des sources d'émissions et développement de solutions techniques, il est attendu de l'exploitant qu'il mette en place un plan d'actions de résorption des désordres.

Ainsi, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de proposer un plan d'action dont les mesures retenues sont techniquement décrites et disposent d'un échéancier d'exécution.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 5 : Surveillance des eaux superficielles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux superficielles

**Prescription contrôlée** – L'exploitant procède à un suivi semestriel de la qualité des eaux en sortie du séparateur d'hydrocarbures sur le paramètre hydrocarbures (< 5 mg/l mesurés selon la norme NF T 90 114).

**Constats** – En séance, l'exploitant a transmis un rapport de contrôle de la qualité des eaux, réalisé en décembre 2021 (TECHNILAB TMW 24-4928 v1)

Le rapport annuel mentionne qu'il s'agit d'un contrôle annuel des eaux des :

- bassins de l'unité de maturation des mâchefers (3 bassins de décantation 1, 2 et 3 au Nord de la carrière mais au Sud de la RD 770), contrôlés selon les paramètres T°, pH, MEST, DCO, fluorures, cyanures, indice phénol, Métaux lourds (As, Al, Cd, Cu, Pb, Zn, As, Hg, Cr, Cr VI) et indice hydrocarbures (C10-C40) ;
- bassin Ouest de la plate-forme de valorisation des déchets du BTP de Chauvron (au Nord de la RD 770), contrôlé selon les paramètres T°, pH, MEST, DCO et indice hydrocarbures (C10-C40) ;
- séparateur de la centrale d'enrobage à l'arrêt, contrôlé selon les paramètres T°, pH, MEST, DCO, indice hydrocarbures (C10-C40) et couleur vraie ;
- amont et aval du ruisseau du Thorigné qui sépare la carrière de l'unité de valorisation des mâchefers, contrôlé uniquement sur le paramètre couleur vraie.

Le rapport transmis semble restituer le suivi des eaux superficielles de l'ensemble des installations classées exploitées par le Groupe DURAND à Thorigné-d'Anjou, la carrière de « La Malitourne » et la plate-forme de déchets du BTP de « Chauvron » par la société D&L ENROMAT et la plate-forme de valorisation des mâchefers et la centrale d'enrobage par la société LUC DURAND.

Pour ce qui est du suivi des eaux superficielles de la carrière, la disposition visée de l'arrêté d'autorisation prévoit un contrôle semestriel des seuls hydrocarbures en sortie du séparateur. Or, le rapport rend compte d'un contrôle annuel en sortie du séparateur de la plate-forme associée à la centrale d'enrobage selon une palette de paramètres plus large que celle prescrite. En outre, l'exploitant n'a rendu compte que de la campagne de mesures exécutée en 2021.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – L'inspection des installations classées

demande à l'exploitant de lui transmettre les contrôles des eaux superficielles rejetées par la carrière au cours des 2 dernières années ou de justifier de l'absence de rejet dans le milieu naturel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'information à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 6 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/08/2012, article 2.3.4

**Thème(s) :** Situation administrative, Contrôles des installations électriques

**Prescription contrôlée** – Contrôles des installations électriques conformément aux dispositions du décret 88-1056 du 14/11/1988.

**Retour sur la visite du 17/11/20 (réponse reçue le 08/02/21)** – La vérification annuelle de 2020 des installations électriques a mis en évidence deux anomalies récurrentes (déjà signalées en 2019) que l'inspection a demandé à résorber.

**Constats** – En séance, l'exploitant a remis les rapports de vérification des installations électriques réalisés par SOCOTEC en septembre 2023 (91660/23/9415) puis 2024 (91660/24/9260). Les deux rapports ne laissent apparaître aucune limitation des prestations de vérifications périodiques et ne mentionne aucune observation à la suite de ces contrôles.

Toutefois, au chapitre référencé « 0.2 *Éléments d'information mis à la disposition du vérificateur* », du rapport de vérification périodique, il est relevé que les plans des locaux ne sont pas fournis au vérificateur et que les plans de masse et les schémas des installations électriques sont incomplets.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller à mettre à la disposition de l'organisme de contrôle les documents nécessaires à l'exécution de ses vérifications.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois